



CDEN Bilan de rentrée - Déclaration liminaire UNSA Education

Vendredi 14 novembre 2025

Madame la préfète,
Madame l'inspectrice d'académie,
Monsieur le vice-président du Conseil départemental
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

« L'école publique est le ciment de la démocratie. S'il se fissure, c'est toute la société qui se fragilise ». C'est par ces mots que l'UNSA Education a dévoilé les résultats de la 13^{ème} édition de son baromètre des métiers. Avec 53209 réponses en 2025, il permet de mesurer les tendances de fond et notre bilan est sans appel.

Les personnels aiment leur métier mais ils ne sont plus que 73 % à se dire heureux de l'exercer, contre 81% en 2018. Une baisse qui fait écho à l'alerte sur les conditions de travail qui sont jugées insatisfaisantes par 67% des répondants.

L'Unsa Education souhaite aujourd'hui montrer la situation préoccupante de notre département, loin des clichés de carte postale verdoyante.

Un territoire rural, vieillissant, où la mobilité y est difficile puisque les collègues à peine arrivés veulent en repartir pour d'autres départements plus attractifs.

Le projet de budget 2026 présenté par le Premier ministre confirme le désengagement massif de l'exécutif envers l'Éducation nationale. La relégation du ministère de l'Éducation au 9^e rang de l'ordre protocolaire n'était pas qu'un symbole : elle préfigurait une école publique devenue grande cause de relégation nationale.

Derrière le flou entretenu par l'exécutif, le constat est clair : la part de la dépense publique dans le PIB recule, la dépense intérieure d'éducation régresse et l'État se détourne de ses missions fondamentales, préférant poursuivre une politique d'aides fiscales et de réduction des impôts pour les entreprises, sans bénéfice tangible pour le pays.

Sous couvert de baisse démographique, le gouvernement s'autorise à supprimer massivement des postes dans l'Éducation nationale. Un prétexte court-termiste, alors même que les besoins d'encadrement, de remplacement et d'accompagnement aux élèves en situation de handicap restent considérables et sans réponse. Le budget prévoit la création de 5440 postes, MAIS il est surtout question de redéploiement et cela implique de nombreuses suppressions de postes : 1891 postes dans le 1^{er} degré, 1365 dans le second et 139 ETP d'AED. Pour l'inclusion il est prévu 1200 créations de postes. Si le nombre reste en l'état il y a fort à parier que nombre d'élèves seront en attente d'accompagnement à la rentrée 2026. La hausse des postes envisagée ne correspond pas à une hausse des moyens, ne nous y trompons pas, elle servira à la création de poste pour financer les élèves fonctionnaires recrutés dès la L3 et rémunérés dès la 1^{ère} année de Master. Ne trompons pas l'opinion publique, la rentrée ne sera pas florissante une fois de plus.

Pour **l'UNSA Éducation**, ce budget évince le choix de l'avenir : aucune amélioration de l'encadrement des élèves, aucun renfort du remplacement, aucune avancée pour les AESH ou la

prise en compte du handicap et aucune revalorisation salariale, alors que la valeur du point d'indice reste gelée.

Les défis majeurs, fonctionnarisation des AESH, renouvellement de plus de 300 000 agents dans les dix ans à venir, sont purement ignorés.

Le budget 2026 fait de l'Éducation nationale la variable d'ajustement d'un exécutif sans ambition, défendu par un ministre sans poids politique.

Nous remercions les services pour la communication des tableaux et la transparence sur les chiffres comme chaque année. Après étude de ce document bilan, nous avons quelques interrogations et remarques à faire :

- A quand la révision de la carte des REP ?
- Comment enseigner sereinement quand l'inclusion ne suit pas, quand les élèves sont de plus en plus difficiles à accompagner, et quand les relations avec certains partenaires deviennent violentes ? Pouvez-vous nous faire un point d'étape sur le lancement du PAS ?
- Nous constatons l'apparition d'une nouvelle partie, climat scolaire, les chiffres sont alarmants, avez-vous une volonté de recruter sur cette cellule ? Le nombre de faits établissements inquiète, ils ont plus que doublé en 3 ans. Deux circonscriptions semblent particulièrement touchées, y-a-t-il une explication ? Et au-delà de cela, comment protéger les équipes éducatives quand les moyens humains et matériels s'amenuisent ?
- La concurrence du privé sous contrat est toujours présente, mais on s'inquiète particulièrement de la situation de la ville de Bergerac, c'est presque 600 élèves qui fuient le public ! Rappelons-nous que les années précédentes Bergerac a énormément subi en termes de carte scolaire avec deux fermetures d'écoles et si nos comptes sont bons 7 fermetures de classe depuis 2021. Comment stopper cette fuite vers le privé ? D'ailleurs, les chiffres ne sont pas plus réjouissants dans le second degré notamment pour Henri IV qui en 5 ans perd 86 élèves. C'est la plus grosse variation du département avec Ribérac, Clos Chassaing et Laure Gatet. Pour ces deux derniers nous continuons de demander un travail sur la sectorisation.
- Pour le privé hors contrat, on constate la bonne santé de l'école de Bourrou, vous la surveillez de près et nous espérons que cette veille continue.

L'Ecole n'est pas un monde isolé, elle reflète une société fragilisée, traversée par la défiance et la violence. Face à cela, l'UNSA Education appelle à une politique éducative ambitieuse, basée sur la coéducation : école, santé, social, collectivités doivent agir ensemble. Les personnels médico-sociaux (RASED, psychologues, infirmiers, assistants sociaux) sont des piliers invisibles de la réussite des élèves. Il faut les réarmer en postes, en moyens et en reconnaissance.

A l'UNSA Education nous voulons une école publique forte, capable d'instruire, d'accompagner et de protéger, une Ecole qui respecte ses personnels et donne à chacun la possibilité de s'y sentir en sécurité.

Merci pour votre attention.

Pour L'UNSA Education : Justine Blanchard, Marie Delayre, Hélène Maletterre

